



Place économique suisse: surmonter les blocages!

La faîtière de l'économie, economiesuisse, a analysé l'impact sur la place économique d'une centaine de décisions en matière de politique économique prises pendant la législature 2015-2019. Le bilan, surtout marqué par la stagnation et des reculs, se révèle décevant. Dans ce contexte, economiesuisse a développé la plateforme www.elections.ch, sur laquelle les candidats aux élections fédérales mais aussi les citoyens intéressés peuvent faire le point sur leurs positions en matière de politique économique pour la législature 2019-2023.

Ces dernières années, la Suisse a perdu de sa compétitivité en comparaison internationale. C'est ce que révèlent plusieurs classements – ceux de la Banque mondiale, du Forum économique mondial ou de l'International Institute for Management Development IMD, par exemple. La législature 2015-2019 des Chambres fédérales arrive à son terme cet automne. Le moment est donc venu d'examiner les décisions de politique économique prises au cours de ces quatre ans. economiesuisse a analysé une centaine de décisions prises par le Parlement et la population depuis 2015 et a évalué leur impact sur la compétitivité. L'organisation a utilisé, comme cadre de référence, les indicateurs du «Global competitiveness report» du Forum économique mondial.

Bien que la législature en cours ne soit pas encore tout à fait terminée, l'impression qui prédomine est celle de quatre années difficiles, sans progrès majeurs. Trop souvent, la politique s'est contentée de maintenir le statu quo. Elle n'a guère lancé de réformes d'envergure, et n'a que rarement présenté des solutions consensuelles pour résoudre les problèmes les plus urgents. Des

évolutions négatives pour la place économique ont par exemple été constatées par rapport à la stabilité macroéconomique. S'il a été possible d'éviter des revers majeurs, comme l'initiative «Monnaie pleine», ou des écueils de taille en lien avec le choc monétaire, le blocage des réformes dans le domaine de la prévoyance vieillesse, pour citer un exemple, aura malgré tout un effet négatif sur l'évolution de la dette à long terme. Dans le domaine du marché du travail, la mise en œuvre de l'initiative «contre l'immigration de masse» a eu un impact marqué. Elle a pesé sur la sécurité juridique aussi longtemps qu'on ignorait comment elle serait mise en œuvre. En ce qui concerne le système financier, de nouvelles réglementations ont été introduites pour mettre en œuvre des standards internationaux. Cela était certes incontournable et nécessaire pour l'économie suisse, mais il en résulte aussi des charges supplémentaires pour les entreprises. La tendance négative que l'on constate reflète un manque de volonté et de vision à long terme, ainsi que la multiplication des réglementations et des obstacles pour les activités économiques. C'est aussi ce qu'exprime le recul de la Suisse dans l'indice «Ease of doing business». Dans ce dernier classement, elle est recalée à la 38e place! Le statu quo est maintenu dans les domaines de l'innovation, des institutions, des infrastructures, de la santé et du marché des produits. Les seuls domaines ayant connu une évolution positive ces quatre dernières années sont la taille du marché et les compétences des travailleurs. La taille du marché s'est améliorée notamment grâce à la conclusion de plusieurs accords de libre-échange, dont ceux avec les Philippines ou l'Indonésie. Les compétences des travailleurs ont progressé grâce à l'augmentation des diplômes décernés par des institutions de formation professionnelle supérieure, des hautes écoles spécialisées et des universités. Les progrès réalisés en matière de formation résultent aussi de l'introduction du plan d'études 21 en Suisse alémanique, lequel impose enfin des activités dans les domaines «Médias, informatique et technologies de l'information» dans les salles de classe.

Élections 2019: une plateforme en ligne pour faire le point sur ses positions en matière de politique économique

Les élections fédérales se tiendront cet automne. Le nouveau Parlement pourra poser les jalons d'une politique économique réussie et durable, par exemple pour la politique européenne ou la prévoyance vieillesse. Une bonne politique économique cherche à mettre en place les meilleures conditions-cadre possibles pour les entreprises qui veulent investir et créer des emplois ici. Les facteurs de succès éprouvés de l'économie suisse, tels que les investissements dans la recherche et la formation, un accès ouvert aux marchés mondiaux et des politiques financière et fiscale compétitives forment un bon cadre de référence pour les milieux politiques.

economiesuisse a créé une plateforme en ligne (www.elections.ch), qui propose un outil d'évaluation individuel permettant de faire le point sur ses positions en matière de politique économique. Il s'adresse aux candidats au Conseil national et au Conseil des États, mais aussi aux citoyens intéressés par la question. Au moyen d'un questionnaire, les personnes intéressées peuvent donner leur appréciation sur les principales questions de politique économique de la législature à venir. Une fois le questionnaire complété, elles reçoivent une évaluation de leur profil et des informations complètes sur les thèmes abordés. Aucun classement ne sera établi sur la base des réponses au questionnaire, pas plus que des

recommandations de vote.

Lors de la conférence de presse qui s'est tenue aujourd'hui, Monika Rühl, présidente de la direction d'économiesuisse, a appelé les milieux politiques à surmonter les blocages de la présente législature et à renforcer à nouveau la compétitivité de la place économique suisse. Elle a déclaré que « Dans la course internationale à la compétitivité, la Suisse doit remonter dans le classement pour rejoindre à nouveau l'élite mondiale. » Les palmarès des années à venir montreront si le succès sera au rendezvous.

[Accéder au sondage en ligne](#)